

Suite de la page 9

Les deux formations politiques qui présentèrent le même tableau de distorsions entre le modèle et l'application furent le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD).

a) Le Parti social-démocrate

Le PSD fut l'un des premiers partis politiques à être agréé sous cette bannière après l'entrée en vigueur de la Constitution de février 1989. Et aussi le premier à entrer en crise alors que tout plaidait pour le contraire,

Son premier leader, Noureddine Boukrouh, né à El-Milia, en 1950, n'était pas inconnu du public ni des autorités. Il s'était fait remarquer par des interventions dans la presse nationale, dans les années 1980, qui portaient, pour la plupart, sur une analyse très critique du bilan des mandats de l'ancien président Houari Boumediène, qualifiés de mandats du «socialisme de la mamelle».

tant il avait occupé le haut du pavé pendant des mois.

Son fondateur, M^e Abderahmane Adjrid, natif de Jijel, unifia dans le parti, sous la devise «Liberté, Travail, Progrès», deux groupes : un groupe d'entrepreneurs et d'avocats transfuges de l'Association des créateurs d'entreprises (ACE) et un autre d'intellectuels progressistes, des années 1970, conduit par Hamidi Khodja.

Le parti favorable à la liberté d'entreprise n'en réclamait pas moins une plus grande implication de l'Etat dans les activités des secteurs stratégiques publics.

Mais, miné par les rivalités entre ses associés et loin de remplir, autant dans la pratique que dans la doctrine, les conditionnalités du modèle présumé, le PSD éclata, en 1990, et son président, remplacé par Hamidi Khodja, se retira de la politique, desservi, de surcroît, par une faiblesse en communication alors qu'il éditait deux publications, *Le Progrès* en français et *Ettaqadoun* en arabe.

b) Le Parti national pour la solidarité et le développement

Le PNSD n'était pas, à la différence de son homologue, démuné de ressources en communication.

Son fondateur et premier président, Rabah Bencherif, en avait à revendre. De formation universitaire, le verbe facile et provocateur, il usa des médias comme d'une arme massive.

Ce fut lui qui vulgarisa, par leur canal, la notion de 3^e voie en décrétant la social-démocratie, ligne conductrice du programme du parti.

Ce fut lui aussi qui lança, sur le marché, l'idée de «la mer intérieure» dont il prédisait qu'elle ressusciterait le Sahara d'avant la désertification.

Et alors que tout laissait croire que ce parti avait des chances d'occuper, dans le microcosme, une place, au moins égale à la curiosité qu'il suscita, l'improvisation et la faconde de son premier président en décidèrent autrement.

Rabah Bencherif fut destitué de ses fonctions dans un des premiers redressements de partis de l'histoire de l'opposition constitutionnelle.

Un congrès «refondateur», réuni en 1998, porta à la tête de la formation Mohamed Cherif Taleb. Recadré, le parti se normalisa et se coula dans le moule du fidèle auxiliaire des autorités, assujetti aux obligations du cahier

des charges imposé à la cinquantaine de partis périphériques acquis aux institutions officielles.

Sa constance fut rétribuée par 4 sièges de députés aux élections législatives de 2012 et d'un autre au Conseil de la nation accordé à son président et porte-parole, en plus d'une représentation, au-dessous de la moyenne, dans les assemblées populaires communales et de wilaya.

Le PNSD fut tout de même crédité d'un engagement continu dans la lutte antiterroriste qui lui permit de perdurer au-delà de la décennie noire.

Quatre autres partis – le Parti pour le

renouveau algérien, Génération démocratique, l'Union pour la démocratie et les libertés et Jil Jadid, plus récemment, s'appliquèrent à illustrer la social-démocratie par une démarche plus prudente et pragmatique qui doit, beaucoup, à l'entregent de leurs directions, même si la tâche s'avéra ardue face aux obstacles sociologiques et psychologiques dressés sur leur route par un environnement qui en limita la portée dans un contexte de crise déstabilisatrice.

c) Le Parti pour le renouveau algérien

Le Parti pour le renouveau algérien avait séduit dès sa fondation en 1989.

Son premier leader, Noureddine Boukrouh, né à El-Milia, en 1950, n'était pas inconnu du public ni des autorités.

Il s'était fait remarquer par des interventions dans la presse nationale, dans les années 1980, qui portaient, pour la plupart, sur une analyse très critique du bilan des mandats de l'ancien président Houari Boumediène, qualifiés de mandats du «socialisme de la mamelle».

Les mieux informés savaient que cette analyse reflétait les positions de l'aile réformatrice du pouvoir soudée autour du triumvirat Larbi Belkheir-El Hadi Khediri- Mouloud Hamrouche.

Et c'est certainement dans le but d'échapper au marquage trop compromettant de cet alignement que le PRA se rangea – tactiquement ? – sous l'enseigne de l'islamisme rationaliste de Malek Bennabi, professant la mise en phase de l'Islam et de la modernité, de l'éthique et de la science.

Le principal dirigeant du PRA joua beaucoup de cette ambivalence ; il miroitait, tantôt, la facette d'une social-démocratie exemplaire anti-interventionniste, antibureaucratique, tantôt celle d'un islamisme modéré d'élite opposable au conglomérat de la plèbe – «el ghachi» –, une formule maladroite qui lui colla à la peau comme une tunique de Nessus.

Bientôt, l'opinion saura que le PRA aura, surtout, servi, comme beaucoup d'autres, à cette époque de faire valoir aux stratégies de l'aide dominante du pouvoir, et, aussi, de marche-pied à son leader qui se porta candidat à l'élection présidentielle de 1995 où il se classera en 4^e position, derrière Saïd Sadi.

En 1999, il quitte le parti, tombé en déshérence, et débute dans différents gouvernements du président Abdelaziz Bouteflika un parcours ministériel qui lui fera gérer le portefeuille du Commerce jusqu'en 2005.

S'ensuivra une traversée du désert ponctuée par la publication d'articles de presse virulents sur le président de la République, le gouvernement et son vice-ministre de la Défense ainsi qu'il le fit, en 1998, sur le président Zeroual et son ministre-conseiller, le général Mohamed Betchine.

Le PRA aura, entre-temps, participé à quelques élections, un député en 2002 avant de périr et de faire dorénavant partie des formations politiques saisonnières, le sort réservé à celles qui existent à l'ombre de leur leader et sombrèrent dans l'oubli lorsqu'il ne fut plus là.

d) Génération démocratique

Dans des conditions plus ou moins proches de celle du PRA, Génération démocratique s'identifia, également, à la personne de son fondateur, Sid Ali Hattabi, ancien présentateur du journal télévisé de la RTA et ancien collaborateur du colonel Slimane Hoffman, de Belaïd Abdesselam et de Chakib Khelil.

A défaut de base, le parti se transforma en une tribune de communication et de témoignage sur le drame vécu par l'Algérie. Génération démocratique s'évapora, rapidement, sans laisser d'empreintes dans les archives d'une opposition dont ni elle ni le PRA – classés, en fait, partis du pouvoir – ne furent membres à part entière, tant tous deux étaient loin d'en satisfaire les conditions de fond.

e) L'Union pour la démocratie et les libertés

Le capitalisme privé légal n'avait jamais jusque-là pensé, pu ou voulu – on ne sait pas trop – se doter d'un parti politique qui aurait représenté et défendu, en tant que tel, sa spécificité, sa place dans la société et ses choix de développement.

Le seul à avoir fait l'effort de dépasser cette incapacité – due à un complexe ou un calcul ? – fut l'entrepreneur Boukhalfa Moula, l'homme qui prit sur lui de construire une formation politique dont le programme ne faisait aucun mystère sur son objectif principal : réhabiliter le capitalisme déchu par

L'UDL n'eut pas l'heur de gagner à sa cause beaucoup d'adeptes – sous la direction de son premier leader comme sous celle de son successeur, le psychiatre Abdelkader Ouââr, et pour cause : les capitalismes algériens formel, informel, libéral ou ultralibéral avaient mieux à faire. Au lieu d'avancer en terrain découvert, ils avaient préféré continuer d'user de leur méthode habituelle : le lobbying, c'est-à-dire frapper à la porte du véritable pouvoir plutôt que de perdre leur temps à tourner autour. L'UDL, Moula et Ouââr décédèrent, tous trois, après s'être mis au service d'un combat aux chances d'aboutissement hypothétiques.

Ahmed Ben Bella et réprimé par Houari Boumediène.

L'UDL n'eut pas l'heur de gagner à sa cause beaucoup d'adeptes – sous la direction de son premier leader comme sous celle de son successeur, le psychiatre Abdelkader Ouââr, et pour cause : les capitalismes algériens formel, informel, libéral ou ultralibéral avaient mieux à faire. Au lieu d'avancer en terrain découvert, ils avaient préféré continuer d'user de leur méthode habituelle : le lobbying, c'est-à-dire frapper à la porte du véritable pouvoir plutôt que de perdre leur temps à tourner autour. L'UDL, Moula et Ouââr décédèrent, tous trois, après s'être mis au service d'un combat aux chances d'aboutissement hypothétiques.

f) Jil Jadid

Contrairement à un préjugé répandu, Jil Jadid n'était pas si nouveau que cela.

Il possédait, à son étreinte, une généalogie qui se conjugua aux différentes stations de la carrière politique de son fondateur, Sofiane Djilali.

Sans rien en laisser paraître, le séillant leader du parti, docteur en sciences vétérinaires et neveu de cheikh Abderrahmane El-Djilali, le prédicateur de la radio des années 1940-1950, avait tout du politicien de long cours : membre du Conseil national de transition en 1994, secrétaire général du Parti du renouveau algérien en 1990, candidat aux élections législatives de 1991 et de 1997, directeur de campagne de Noureddine Boukrouh aux présidentielles de 1995, membre du staff de campagne de Ali Benflis en 2004..., il dispose d'un curriculum vitæ qui lui avait fait fréquenter, assidûment, d'abord, les allées du pouvoir, avant de se voir dévisser d'un milieu qu'il n'aurait certainement pas désiré quitter en temps normal.

Pour des raisons obscures, la poursuite de sa carrière rencontra, en effet, des vents contraires qui le jetèrent dans une opposition à laquelle, visiblement, il ne s'attendait pas.

La cinquantaine passée, il se rabat sur Jil Jadid, «le parti de la génération nouvelle», – agréé en 2012 – pour se refaire une santé politique qui lui réussit, surtout, médiatiquement. Il est à la une de tous les médias nationaux, intervient souvent sur El-Magharibia, manifeste dans la rue, en soutien aux mouvements protestataires de la société civile, sillonne le territoire national et signe des déclarations avec d'anciens chefs de gouvernement.

Son programme tient à une proposition centrale : le départ du régime auquel il appelle, dans le cadre d'une transition démocratique.

Le RCD et la CNLTD lui fournirent l'occasion de s'y investir, pleinement, pendant ces deux dernières années.

Cependant, son oppositionnisme, sans concession, s'étiolera, face aux désertions de la plupart des partis de la Coordination qui se résolurent à entrer, sans condition,

dans le jeu des élections qu'ils n'avaient pas cessé de rejeter auparavant.

Jil Jadid quitta la CNLTD, condamné, malgré lui, à un isolement problématique pour la suite, avec pour seul compagnon Talaïe El-Houriyate de Ali Benflis.

L'avenir de Jil Jadid semble, à ce stade-là – à moins d'un renversement de situation spectaculaire – quelque peu incertain et les observateurs se demandent comment il pourra rebondir, même s'il donne l'illusion de se préparer à des échéances lointaines, en nommant, récemment, un vice-président et un secrétaire général appelés à seconder le président du parti.

**B. M.
(À suivre)**

NOTES :

12) Lire chapitres Les élites algériennes d'hier à aujourd'hui et Gauche, islamisme et démocratie in Les Présidents algériens à l'épreuve du pouvoir; Casbah Editions 2015.

13) Sadek Hadjerès, originaire du Titteri, est l'un des plus vieux militants du Parti communiste algérien, de l'ORP et du PAGS, encore en vie. D'abord membre du PPA et du Mouvement étudiant nord-africain (président de l'AEMAN en 1950), il démissionne du parti à la suite de la crise berbère de 1949 et entre, en 1951, au PCA dont il devient membre du bureau politique en 1953. C'est à ce titre qu'il négocie, en 1956, avec Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda, le ralliement des CDL (Com-

battants de la liberté) à l'ALN. Après l'interdiction, à l'indépendance, du PCA par le gouvernement d'Ahmed Ben Bella, il se recycle dans la gauche du FLN où il participe à la rédaction de la Charte d'Alger. Clandestin à partir du coup d'Etat de juin 1965, il fait partie de la direction de l'ORP puis du PAGS dont il est cofondateur. Globalement en accord avec le régime du président Houari Boumediène qu'il soutient dans ses orientations progressistes, il s'oppose à la politique de l'infitah du président Chadli Bendjedid. Après 1989, il reprend ses activités, librement, au sein du PAGS et affirme ses positions anti-islamistes. Surpris par l'autodissolution de son parti, il quitte l'Algérie pour Paris où il enseigne à l'université de Paris VIII. Après l'avènement du MDS, il s'efforce, malgré son âge avancé, de contribuer, de loin, à sa réforme.

14) Louisa Hanoune, née le 7 avril 1954 à Chekfa, près de Jijel, est issue d'une famille paysanne. Elle se bat pour poursuivre ses études secondaires et entre à la Faculté de droit, dans les années 1970, où elle entame sa lutte pour la promotion de la femme, jugeant le code de la famille, adopté par l'APN en 1984, inique et rétrograde. Elle rejoint, juste après, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), raison pour laquelle elle se fait incarcérer pendant quelques mois. En 1989, elle sort de la clandestinité et cofonde le Parti des travailleurs. Commence alors pour elle une carrière qui la place en porte-à-faux entre le pouvoir et l'opposition. Anticapitaliste, «anti-impérialiste», elle représente régulièrement son parti aux réunions et aux manifestations du mouvement altermondialiste.